



Kédougou Infos Education



Le journal bimestriel de l'IEF de Kédougou

KIE numéro 4

Novembre - Décembre 2013

Prix: 300 FCFA

Sommaire:

Le travail des enfants dans les « diouras » frein au développement de l'Education

Le conseil municipal de Kédougou offre 13 millions de francs de fournitures page 4

collège 1 de la commune ,KEOH rénove quatre salles de classes page 5

Kédougou, l'Action sociale récompense les meilleurs élèves de Fadiga page 6

Atelier d'harmonisation des plans d'actions du PDCA page 7

Rencontre de partage du projet « Ecole, amie des enfants » page 8

Petite enfance :Initiation des tout-petits aux b.a.ba de la santé bucco-dentaire page 9



Journal Kédougou Infos Education(KIE)

Directeur de Publication

Sory Danfakha

Rédacteur en chef

Amedy Dieng

Rédaction

Cheikh Ndiaye

Mamoudou Oumar Guèye

Carim Camara

Directeurs d'Ecoles

CODEC

Enseignants

Partenaires

Mise en page

Adama Diaby

Foras communautaires dans les collèges de Koboye et Syllacounda,les communautés s'engagent dans la recherche de la qualité page 10

Etude sur les comptes de l'Education secteur de l'enseignement moyen,Kédougou, région cobaye page 12

APECEK démarre son projet de soutien contre l'abandon scolaire des jeunes filles au collège1 de Kédougou commune page 13

Divertissement page 14

La route fait encore un mort,l'école perd... page15

Fiche d'engagements communautaires page 16

Kédougou, le travail des enfants dans les « diouras » frein au développement de l'Éducation

« Travail des enfants dans les sites d'orpaillage traditionnel et Droits humains : Quels impacts sur l'Éducation ? ».

Une session de formation organisée par la fondation Konrad Adenauer en partenariat avec le CESTI a permis à l'Association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) de plancher sur cette question importante qui agit sur les performances scolaires des élèves.



Dans la région de Kédougou près d'une centaine de sites d'orpaillage sont répertoriés. On assiste à une véritable ruée vers l'or. Les enfants ne sont pas épargnés par cette calamité des temps modernes fuyant l'école pour des raisons aussi diverses, les unes que les autres. Avec la prolifération vertigineuse des sites d'orpaillage dans la région de Kédougou, le système éducatif paie un lourd tribut.

Il est noté une récurrence des absences des élèves, l'abandon scolaire élevé et des résultats aux examens catastrophiques dans certains écoles et établissements scolaires proches des sites d'orpaillage.

Raisons suffisantes pour que la Fondation Konrad Adenauer outille les journalistes membres de l'AJRF pour mieux interpeller l'opinion publique locale, nationale voire internationale sur ce mal propre à la région de Kédougou.

« Les journalistes sont d'excellents multiplicateurs d'informations. Nous sommes dans l'optique de bien les former pour qu'ils soient des journalistes citoyens qui vont prendre en charge ces questions.» a précisé Mme Ute Bocandé, chargée de programmes de la fondation Konrad Adenauer.

L'Etat des lieux révèle que le travail des enfants dans les sites d'orpaillage est un phénomène bien réel.

Le travail des enfants dans les sites d'orpaillage

« Il est normal que les enfants viennent tenter leur chance ici dans les placers de Gada-Dinguessou. S'ils ont la chance, ils pourront trouver de quoi acheter leurs fournitures scolaires et aider leurs parents. Mais quand l'école ouvre ses portes, nous leur interdisons l'accès au site » a soutenu M Coly Diallo, orpailleur à Gada-Dingues-

sou.

Cette fréquentation des placers par les enfants agit sur l'atteinte des objectifs fixés au niveau de chaque maillon du système éducatif.

Le système éducatif en souffre

« On note un taux d'abandon élevé entamant l'objectif national fixé à 5% au plus en 2015, un taux d'achèvement de 64,11% faible par rapport au taux national de 65,60%. Les droits à l'éducation et de l'obligation scolaire sont violés, les taux de redoublements élevés ayant des répercussions négatives sur les capacités d'accueil des écoles et des classes, sur le budget de l'Etat. Exemple: 7,94% au CE2 » a précisé M Amedy Dieng, inspecteur de l'Éducation et de la formation, juriste par ailleurs conférencier du jour.

Pourtant le Sénégal a ratifié plusieurs conventions et lois qui interdisent travail des enfants. Il s'agit la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, la Convention relative aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989 et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 1981 entre autres.

« Le code du travail dispose que les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de quinze ans, sauf dérogation édictée par arrêté du ministre chargé du travail, compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent leur être demandées... » a souligné M Dieng.

Les droits des enfants sont violés

A Kédougou, malgré tout cet arsenal juridique, les enfants continuent à travailler, parfois très durement dans les sites d'orpaillage traditionnel.

C'est avec beaucoup de regrets que

M C (nom d'emprunt) nous raconte son calvaire dans le bureau du principal du collège1 de la commune de Kédougou situé à quelques kilomètres du site de Gada-Dinguessou.

« Certains enfants fréquentent les placers parce que leurs parents sont pauvres. Moi, j'ai fréquenté le site de Tenkoto, l'année dernière. Le travail qu'on nous propose là-bas est très difficile. Il faut remonter le sable du fond des « dammans » puits d'orpaillage ou piler les pierres avec des marteaux et des mortiers en fer. C'est un travail très difficile. Je regrette d'y être allé, maintenant je voudrais reprendre mes études car j'ai perdu beaucoup de temps... »

Face à cette situation, au niveau local, des efforts sont en train d'être déployés en faveur de la protection des droits de l'enfant.

Les acteurs de la société civile, les autorités ne baissent pas les bras et ont engagé la bataille pour le maintien des enfants à l'école.

« Depuis 2011, nous sommes en train de travailler sur cette question et nous avons enregistré quelques résultats probants dans la communauté rurale de Tomboronkoto. Des enquêtes ont prouvé que dans toutes les communautés rurales où l'exploitation minière traditionnelle se fait, Tomboronkoto est la zone où il y a moins d'enfants qui travaillent dans les placers. Et les communautés sont beaucoup plus sensibilisées par rapport à ce phénomène là. A Kérékonko, nous avons constaté avec le directeur de l'école et les populations qu'il n'y a plus d'enfant qui allait dans les diouras. Que tous les enfants scolarisables allaient à l'école. Cela nous a permis de recevoir l'ambassadeur des USA qui s'était même rendu dans ce village » a soutenu M Chérif Sow, coordinateur de l'Association Kédougou Action Développement (AKAD).

Lutter contre la pauvreté pour protéger les enfants

« Les parents doivent faire de leur mieux pour retenir les enfants à la maison et les intéresser aux études. C'est fondamental. Nous, principaux, ce que nous pouvons faire c'est de ne pas exclure ces élèves qui nous reviennent des diouras. Ils reviennent parce qu'ils ont regretté. Mais cela est très difficile quand même de reprendre un élève en situation d'abandon car il peut récidiver à tout moment. C'est un problème très complexe. Ce qui les motive c'est vaincre la pauvreté. Peut-être que lorsqu'on réglerait le problème de la pauvreté, les élèves ne vont pas fuguer » a précisé M Mamadou Tine, le principal du collège 1 de la commune de Kédougou. La sensibilisation et l'application des textes prévus par la loi semblent être des mesures appropriées pour venir à bout de ce fléau.



Bourreaux arrêtez d'exploiter les enfants

« Nous invitons les bourreaux à revoir leurs comportements et les rapports qu'ils ont envers les enfants. Les enfants qu'ils utilisent dans l'exploitation aurifère, leur place n'est pas là-bas. Leur place selon les textes adoptés par le Sénégal, la constitution, la loi d'orientation, le code du travail et les arrêtés ministériels disent de manière très claire que les enfants de 6 à 16 ans ont l'obligation d'être dans les classes. » a souligné M Amédy Dieng, inspecteur de l'éducation et de la formation

Cette situation interpelle tout le monde, les partenaires au développement aussi. La solution, sensibiliser et réunir tous les acteurs autour d'une même table.

Sensibiliser, encore sensibiliser

« C'est un travail qui doit se faire dans les communautés où et il faut associer tout le monde. Nous avons pris l'option de travailler avec les journalistes dans la perspective des journalistes multiplicateurs, les journalistes citoyens. Il faut recueillir, l'information, la traiter et bien la traiter. Relayer l'information c'est bien mais aussi donner l'occasion aux autorités et aux communautés de s'orienter et de prendre des décisions. La solution c'est que tout le monde, les autorités, les communautés se mettent autour d'une même table pour trouver ensemble des solutions » a préconisé Mme Ute Bocandé, chargée des programmes de la fondation Konrad Adenauer.

Adopter une approche objective et critique pour protéger l'enfant

« Un arrêté a été pris pour réglementer l'orpaillage, il y a aussi la mise en place du comité départemental de prise en charge de l'Enfant (CDPE). Les journalistes ont un rôle important à jouer étant donné qu'ils peuvent aider à la réorientation des décisions que les pouvoirs publics prennent. Il faudrait prendre un recul et adopter une approche objective et critique pour apporter des solutions à cette situation » a rappelé M Habib Léon Ndiaye, préfet de Kédougou.

Ce combat est loin d'être gagné. Tout le monde doit s'impliquer dans le processus de conscientisation des communautés. L'or est une ressource épuisable et non renouvelable, le savoir éternel.

**Carim Camara, Mamadou Cissé,
Adama Diaby**

Le conseil municipal de Kédougou offre 13 millions de francs de fournitures

Véritable ouf de soulagement pour les parents d'élèves, les écoles de la commune viennent de recevoir un important lot de fournitures scolaires offertes par la municipalité.

cours dans les plus brefs délais. ».

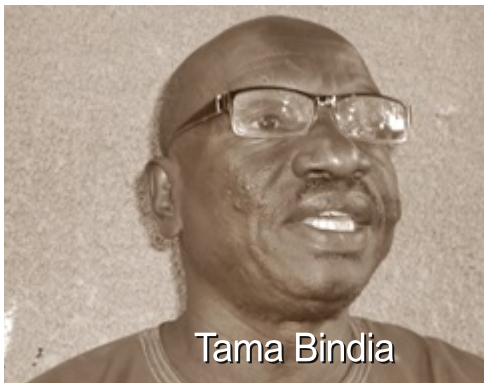
L'Education est l'une des neuf compétences transférées aux collectivités locales. C'est pourquoi il est de coutume que les collectivités locales apportent leur soutien à l'école sénégalaise.

Le conseil municipal de Kédougou s'inscrit dans cette même dynamique de soutien au système éducatif local, un secteur clé du développement

Ainsi, au début de chaque année scolaire, le conseil municipal de Kédougou vole au secours des parents d'élèves en apportant son appui matériel.

Dans un souci de garantir la transparence, un accent particulier a été mis sur l'implication des différents acteurs de l'école.

C'est pourquoi, la cérémonie de remise de cet appui s'est déroulée en présence des parents d'élèves, des conseillers municipaux, du fournisseur, des inspecteurs de l'Education et des directeurs d'écoles ciblées.



Tama Bindia

A l'entame de son allocution M Tama Bindia le 1er adjoint au maire de Kédougou a tenu à remercier le fournisseur Daouda Sall pour avoir respecté tous ses engagements.

Il reviendra à la charge pour confirmer cela : « nous avons revu à la hausse les fonds de dotation alloués à l'Education. De 9 millions, nous avons élevé la barre à 13 mil-



lions. Cela s'explique par la création de nouveaux établissements scolaires. Le soutien à l'Education est l'une des préoccupations du conseil municipal qui est constitué de 30% d'enseignants. Pour cette année nous soutenons l'école avec 6500 cahiers de 192 pages, 6500 cahiers de 96 pages, 6000 cahiers de 48 pages, 7000 cahiers de 32 pages, 2500 cahiers double-ligne, 3000 ardoises élèves, 201 registres d'appel, 481 pots de peinture, 6500 stylos bleus et 2000 stylos rouges. Nous comptons poursuivre de pareilles actions pour le bonheur de l'école sénégalaise et pour celui des parents d'élèves » a ajouté M Tama Bindia 1er adjoint au maire de Kédougou.

Ce geste du conseil municipal de Kédougou a été salué à sa juste valeur par les directeurs d'écoles, syndicalistes et parents d'élèves présents lors de la cérémonie de réception.

Ainsi, M Sory Diaby, le Directeur de l'école El hadj Omar Aïdara a laissé entendre : « nous vous remercions pour ce geste réconfortant. Cela nous permettra de démarrer les

Après les allocutions M Tama Bindia a remis de façon symbolique un lot de fournitures scolaires à M Sory Danfakha, inspecteur de l'Education et de la formation de Kédougou qui n'a pas caché sa satisfaction.

« Nous remercions le maire et toute l'équipe municipale pour cet effort consenti. Nous demandons aux directeurs d'écoles de traduire ces moyens en résultats. Nous voulons des 100%. L'année dernière, il y a eu des écoles rurales qui ont eu du 100% et qui n'avaient pas reçu ces fonds de dotation là. L'Etat a joué son rôle, les collectivités locales ont joué les leurs, ce sont les élèves qui restent... » a précisé M Danfakha.

Ces fournitures scolaires vont sensiblement améliorer les conditions d'enseignement/apprentissage au niveau des différentes écoles bénéficiaires.

Ce qui va soulager davantage les parents d'élèves et motiver les élèves à poursuivre leurs études.

Adama Diaby

Collège 1 de la commune ,KEOH rénove quatre salles de classes

KEOH et son partenaire stratégique Actionaid/Sénégal offrent un nouveau coup de pouce au collège 1 de la commune de Kédougou suite aux intempéries du jeudi 23 Mai 2013 qui avaient plongé l'établissement scolaire dans un état pitoyable.

mis ces salles de classes à notre disposition. Nous avons un collège de bizarre. L'eau arrive à minuit parce que nous sommes sur le pla-



Salles rénovées



Salles rénovées

8 millions de FCFA c'est la rondelette somme dépensée par l'association Kédougou Education Orientation au développement Humain(KEOH) et son partenaire stratégique Actionaid/Sénégal pour rénover quatre salles de classes du collège 1 de la commune de Kédougou.

Tout est parti de la tornade surve-



nue dans la nuit du 23 au 24 Mai 2013 au moment où Kédougou venait d'enregistrer ses premières gouttes de pluie. Le vent fort qui a soufflé cette nuit a laissé des séquelles à l'établissement. Plusieurs salles ont été touchées parmi lesquelles les 2 salles construites par KEOH qui ont été totalement décoiffées.

KEOH rénove 4 salles et réitère son soutien

Pour réussir ce pari, KEOH a mobilisé son partenaire stratégique Actionaid/Sénégal dans la recherche de solutions. En quelques mois les travaux de rénovation ont été bouclés. Dans une cérémonie sobre mais pleine de sens, les clés ont été remises au principal du collège.

« Les quatre salles ont été rénovées et prêtes à être utilisées pour les séances d'enseignement/apprentissage. KEOH et Actionaid vont continuer à soutenir l'école. S'il y a d'autres problèmes au sein de l'Etablissement, n'hésitez pas à venir vers nous. Nous sommes disposés à vous soutenir davantage. Au nom d'Actionaid/Sénégal, je vous remets les clés des salles rénovées » a laissé entendre M Opa Traoré représentant d'Actionaid/Sénégal.

M Dialiba Tandian, manager général de KEOH a précisé dans le même ordre d'idées : « La réfection de ces quatre classes a coûté 8 millions de francs CFA. Le droit des enfants à l'Education constitue l'une de nos priorités. Nous allons continuer à nous battre pour accompagner cet établissement scolaire selon nos moyens. En 2014, la Directrice de Actionaid/Sénégal sera à Kédougou, ensemble, nous verrons ce qui sera possible de faire pour le collège ».

Conditions difficiles

La tornade qui s'était abattue sur ce collège n'a fait qu'alourdir les problèmes que traverse cet établissement scolaire. Ainsi, en plus des remerciements adressés à KEOH et à Actionaid/Sénégal Mamadou Tine, le principal du collège 1 de la commune de Kédougou s'est appesanti sur les problèmes que vit cet établissement scolaire.

« Nous vous remercions pour avoir

teau. Il n'y a pas de toilettes garçons/filles. Voici un collège bizarre qui compte plus de 1000 élèves. Nous travaillons dans des conditions extrêmement difficiles. Qu'on le dise ou non les conditions sont très difficiles » a-t-il souligné.

Un collège qui vit dans un calvaire total

Dépassé par le calvaire que élèves et équipe pédagogique vivent dans son école ,M Tine n'a pas hésité de lancer son cri de cœur.

« Le conseil régional avait entamé des travaux pour creuser une fosse depuis lors, il n'y a pas eu de suite. Avec plus de 1000 âmes, nous entamons encore cette année scolaire sans WC ni eau courante ni électricité. C'est vraiment difficile de surveiller l'assiduité des élèves et des professeurs dans ces conditions. Nous lançons un appel aux bonnes volontés, l'Etat, les sociétés minières pour nous soutenir ».

Entreprises, vous causez beaucoup de tort à l'Ecole

Il faut dire que ce sinistre occasionné par cette tornade a mis à nu le travail de mauvaise qualité qu'effectuent certaines entreprises dans le département de Kédougou surtout dans le secteur de l'Education. Elles sont souvent indexées comme de véritables obstacles à l'atteinte de la qualité dans le système.

« Il faut qu'il y ait un suivi au niveau de la construction des salles de classes, les entrepreneurs viennent

et personne ne contrôle la qualité des travaux. Les salles sont souvent mal faites. Il faut toujours réhabiliter. Vous voyez que c'est difficile. Là où on parle de millions injectés dans le secteur de l'Éducation, normalement on devrait dépasser ce stade » a dénoncé M Mamadou

Tine, le principal du collège¹ de la commune de Kédougou.

Le silence complice dans le suivi des travaux des entrepreneurs et l'absence de contrôle citoyen par les représentants de la communauté attestent que cette situation est fréquente dans le département de

Kédougou.

Reste à savoir si les autorités en charge de l'éducation feront face à ces problèmes récurrents qui gangrènent ce secteur clé du développement.

Adama Diaby

Kédougou, l'Action sociale récompense les meilleurs élèves de Fadiga

Les 30 meilleurs élèves de l'école élémentaire de Fadiga ont reçu ce lundi 18 Novembre 2013 des Kits scolaires en guise de récompenses. C'est une initiative du service de l'Action sociale.



Fadiga est un ancien village de reclassement social. Il a été fondé en 1965. A travers la loi 76 03 l'Etat a encouragé la création de léproseries dans chaque région administrative. Plus tard ces léproseries deviendront des villages de reclassement social à l'image de Fadiga situé à environ 2 Km du centre-ville de Kédougou. Les habitants de ce village souffrent mais des actions de bienfaisance ne manquent pas en leur faveur.

Récompenses aux meilleurs élèves

Soucieuse de sa mission régaliennne de soutien aux personnes en situation précaire, la Direction de l'Action sociale a volé au secours des 30 meilleurs élèves de l'école élémentaire Nouhou Sylla de Fadiga.

La cérémonie de présentation des kits scolaires contenant cahiers, livres, stylos, crayons, ardoises entre autres a fait jaillir l'émulation et une joie intense chez les élèves les plus méritants et les parents d'élèves de Fadiga. Ce geste de la Direction de l'Action sociale a été doublement magnifié à sa juste valeur.

« Nous sommes très contents de

notre geste. C'est la première fois que nous recevons de telles quantités de fournitures scolaires. Nous sommes très satisfaits du travail de l'action sociale » a laissé entendre Falaye Cissokho, le chef de village de Fadiga.

M Ibrahima Bâ, directeur de l'école de Fadiga a saisi cette occasion pour féliciter et encourager les élèves les plus méritants.

« La cérémonie qui nous réunit ici est importante car elle permet de primer les enfants dont les parents n'ont pas les moyens. Souvent on a l'habitude de dire qu'il faut être dans les conditions pour réussir, mais vous avez prouvé le contraire. On peut être issu d'une famille démunie mais avec l'engagement, le courage, l'abnégation et la volonté réussir à l'école. L'école est une chance. Elle est un facteur de promotion sociale » a-t-il soutenu avant d'ajouter plus loin.

« Les villages de reclassement sont difficiles mais cela n'empêche pas les parents d'inscrire leurs enfants à l'école, de respecter leurs calendriers de vaccination. Ces enfants vivent dans des familles démunies, mais cela ne les empêche pas s'illustrer positivement avec des moyennes extraordinaires. »

Il a également félicité ses proches collaborateurs au sein de l'équipe pédagogique sans lesquels de pareils résultats ne pourraient jamais être enregistrés dans son école.

« C'est un geste qui entre dans le cadre de l'autonomisation des personnes en situation de handicap. A

travers ce geste, nous souhaitons récompenser les élèves qui ont fourni un excellent travail l'année dernière. Il entre dans le cadre du programme VRS qui vise à appuyer les habitants des 9 villages de reclassement social du Sénégal dont Fadiga. » a précisé M Mamadou Mbow, chef de service régional de l'Action sociale.

Un geste à renforcer et à perpétuer dans le futur

En plus de ces kits scolaires offerts aux élèves, l'Action sociale avait soutenu les femmes dans la mise en place d'un forage à hauteur de 3 millions de FCFA. D'autres appuis sont prévus en faveur des élèves de Fadiga.

« Nous allons payer les frais d'inscription et les mensualités pour 9 élèves en fonction des écoles qu'ils auront choisies. Ce sont des gestes que nous comptons perpétuer chaque année pour renforcer l'école de Fadiga mais aussi les capacités de nos collègues enseignants mais surtout en vue de favoriser l'épanouissement global de ces enfants de Fadiga » a précisé M Mbow.

Une remise symbolique des récompenses aux meilleurs élèves qui se sont illustrés par leur sérieux et leurs résultats scolaires a mis un terme à cette cérémonie sobre mais pleine de sens. Reste à savoir si les élèves primés conserveront toujours leur place au peloton de l'excellence et du travail bien fait. Aux autres élèves de travailler davantage pour se hisser au rang des meilleurs l'année prochaine.

Atelier d'harmonisation des plans d'actions du PDCA

Les directeurs d'écoles cibles du programme PDCA ont procédé à l'harmonisation des différents plans d'action validés au cours des foras organisés dans les villages par les communautés.



Le Système éducatif sénégalais était jusque là décrié un peu partout du bas aux plus hautes sphères de la société et de l'Etat. Le dénominateur commun reste le manque de qualité dans les apprentissages scolaires. A Kédougou, une nouvelle page s'ouvre au système éducatif notamment avec la mise en œuvre du programme PDCA.

Le PDCA est un concept anglais signifiant Plan Do Check Actions, un programme permettant d'évaluer les performances d'une école.

Les cobayes du programme PDCA

Dans le département de Kédougou, 12 écoles sont impliquées dans ce programme. Il s'agit de Niéméniké, Afia Dandé-Mayo, Niagalan, Kafori, Syllacounda, Thiobo, Thiokéthian, Ninéfécha, Pélel Kindessa, Dindéfélo et Baraboye.

Des foras organisés dans les différentes écoles cibles ont permis aux acteurs (Equipe pédagogique, élèves et parents d'élèves) de se retrouver pour échanger autour des questions qui pourraient contribuer à l'amélioration de la qualité dans le système.

Ainsi, chacune de ces entités (équipe pédagogique, parents d'élèves et élèves) a élaboré un plan d'actions qui lui permettra d'apporter sa touche pour le bon fonctionnement de l'école dans les localités

ciblées.

Des actions pour restaurer la qualité dans le système

Ces actions tournent principalement autour de l'instauration de cellules d'animation pédagogique internes au niveau des écoles, la mise en place de projets d'école, l'amélioration du niveau des élèves en lecture, le renforcement de capacités des membres des CGE, le désherbage à temps de la cour des écoles, l'atteinte du quantum horaire, la formation continuée des enseignants, le contrôle de la fréquentation scolaire des élèves et des enseignants entre autres.

Des actions volontaristes

Il faut dire que ces actions n'ont aucunement été imposées, mais identifiées, discutées, acceptées et validées par l'ensemble de la communauté scolaire de chacune des localités ciblées.

L'harmonisation des plans d'actions

Pendant ces deux jours, l'encadrement a amené les directeurs d'écoles à harmoniser les différents plans d'actions en se gardant de toute tentative de modifier intégralement ces productions. Toutefois, quelques retouches ont été apportées à la formulation de certains objectifs pour les rendre plus clairs sans porter atteinte à la quintessence des plans d'actions validés au niveau communautaire. Cela permettra à l'encadrement d'avoir une vue globale sur les plans d'actions proposés et l'effectivité de la mise en œuvre dès la rentrée prochaine.

Une opérationnalisation à différents niveaux.

« Les actions planifiées seront prises en charge dans un projet d'école. C'est au niveau du projet d'école que nous allons quantifier

les coûts. C'est tout simplement une planification qui découle d'un diagnostic, un état des lieux à partir duquel, la communauté s'engage à faire telle ou telle action. C'est dans le projet d'école qu'on va affiner toutes les actions et les moyens et le budget qu'on va soumettre à world vision et à d'autres acteurs. L'engagement des élèves est au niveau communautaire. Si l'école dispose d'un gouvernement scolaire, leur engagement se fera dans le cadre du gouvernement scolaire, l'engagement des parents d'élèves trouvera l'opérationnalisation dans le cahier de charge des directeurs. » a précisé M Cheikh Ndiaye, inspecteur de l'Education et de la formation.

La qualité des échanges autour des différents plans d'actions n'a pas laissé indifférents les responsables de World Vision qui ont manifesté tout leur engagement à continuer à porter ce programme.

« Quand on nous soumettait le programme PDCA, ce n'était pas du tout évident. Nous allons continuer à apporter toute notre contribution à la réussite du PDCA et à accompagner ce programme. Nous remercions l'ensemble des participants à cette session de formation » a martelé M Samba Gning

Il faut dire que dans le processus de sa mise en œuvre, quelques faiblesses ont été notées. Il s'agit de l'insuffisance des moyens mis à la disposition des écoles de Kafori et Afia, le déséquilibre dans la préparation, la faiblesse dans quelques foras et le manque de coordination dans la programmation entre autres.

Toujours est-il que les forces tournent autour de l'engagement de la communauté éducative (parents d'élèves et enseignants, élèves) appropriation et engagement de l'IEF

et la pertinence de cette réforme. Enfin, les bénéficiaires de cet atelier d'échanges ont laissé apparaître leur satisfaction totale : « On se félicite de cette initiative non sans oublier la collaboration entre l'IEF et Vision mondiale. Pendant ces deux jours, nous avons pu assister à un travail technique qui nous permet-

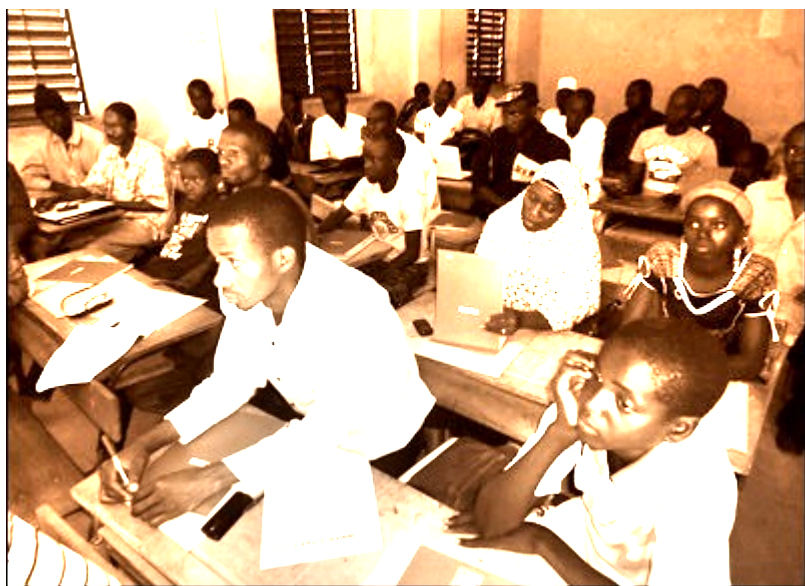
tra de bien manager nos équipes et de veiller à la bonne mise en œuvre des plans d'actions élaborés. » a précisé M Joseph Sarr, Directeur de l'école de Thiobo, bénéficiaire de cette session de formation.

World Vision a par la suite exhorté les directeurs d'écoles à passer à l'élaboration de projets d'écoles et à

déposer les documents de projets à l'IEF de Kédougou dans les délais les plus brefs.

Kédougou : Rencontre de partage du projet « Ecole, amie des enfants »

Les différents acteurs de l'école se sont retrouvés mardi 3 Décembre dernier à l'école Bakary Dansokho de Kédougou pour partager des informations sur le projet « Ecole, amie des enfants ».



Le projet « Ecole, amie des enfants » est une initiative de l'Unicef qui intervient dans 6 régions du Sénégal (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou Kédougou, Tamba et Matam) à raison de 10 écoles par département.

Est "Ecole amie des enfants" toute école qui dispense des séances d'enseignements/Apprentissages de qualité et qui accueille filles comme garçons dans un environnement sain et stimulant. C'est également toute école en concertation permanente avec la communauté et où les apprentissages sont réussis.

Dans le département de Kédougou, les écoles de Thiokéthian, Fadiga, Thiabédji, Thiobo, Malinda, Kabatéguinda, Ibel, Niagalan, Assoni et l'école privée franco-arabe Nouroul Yakhine sont loin d'être des « écoles amies des enfants ».

C'est pourquoi, l'inspection de l'Education et de la Formation de Kédougou a porté son choix sur ces écoles pour relever les défis dans ce sens. Il faut dire que dans les régions de Kédougou, Tamba et Matam ce projet sera mis en œuvre par la Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique(COSYDEP).

Un atelier d'imprégnation sur le projet

« Cette rencontre est une mobilisation des acteurs y compris les enfants et la communauté autour de l'IEF et autour du projet « Ecole amie des enfants ». A travers cette réunion nous voudrions échanger sur l'approche, les objectifs et les activités à mener pour imprégner les écoles ciblées » a laissé entendre M Yaya Badji superviseur du projet

« Ecole amie des enfants ».

Il faut dire que cette rencontre a permis aux acteurs de comprendre les différents domaines sur lesquels le projet va s'accroître. Il s'agit du respect des droits de l'enfant et inclusion- les performances et l'efficacité des apprentissages -Sécurité santé et protection de l'enfant- Genre et la participation des enfants, des familles et des communautés.

Pour atteindre ces objectifs les écoles ciblées par ce projet devront se fixer des contrats d'objectifs.

Ces contrats seront liés à la production de bons résultats notamment par l'atteinte du quantum horaire et la qualité des enseignements /apprentissage et des enseignants. Les communautés doivent être impliquées dans la gestion de l'école. Les différents acteurs devront également créer des conditions pour que les écoles puissent être dotées, qu'il y ait de l'ombrage, de l'eau en quantité suffisante.

Donner un cadre propice au développement de l'enfant

Toutes les conditions doivent être réunies pour que toute forme de violence (violence, maître /élève ou violence, élève/ élève) soit bannie au sein de l'école. Les enfants doivent bien s'y sentir, y travailler en toute sécurité, manger à satiété, lutter contre les stéréotypes en sachant que filles et garçons ont les mêmes droits et devoirs.

Centralité de l'enfant

Les enfants doivent participer acti-

vement à la prise de décisions. Ils ne seront pas des récepteurs mais



Yaya Badji

leurs points de vue doivent compter dans la marche de l'école. Il faut également adopter une démarche inclusive, négocier avec les enfants, impliquer tous les enfants sans discrimination aucune en respectant la diversité.

Aider l'enfant à accéder à ses droits

« Il faudra travailler pour la réduction de l'absentéisme et les abandons et promouvoir l'accès égal et universel à tous les enfants à l'école y compris les enfants vulnérables.

Le travail des enfants est un frein au développement de leurs capacités intellectuelles. Faire faire à l'enfant des travaux pénibles (chercher des fagots de bois, puiser de l'eau, piler le mil... à longueur de journée) agit négativement sur son statut sanitaire et devient peu performant » a précisé M Badji.

Implication de tous les acteurs

Les enfants, les familles, les communautés, les collectivités locales doivent participer à la recherche de solutions aux problèmes de l'école. Le rôle des parents doit être déterminant dans le soutien scolaire. La visite des parents à l'école reconforte l'équipe pédagogique. Les parents sont des partenaires à part entière. La participation régulière des élèves dans la prise de décision ou dans des clubs ou groupes d'intérêts peut aider à la réalisation de certaines activités dans l'école.

Les écoles bénéficiaires de ce projet apprécient à sa juste valeur cette

belle initiative de l'Unicef.

« Mes impressions sont bonnes, les retombées seront immenses pour la communauté, les élèves et l'équipe pédagogique. Quand les enfants seront impliqués dans la prise de décision cela leur permettra de s'engager activement dans la vie de l'école et du village. L'implication des parents est aussi un élément important. C'est une occasion pour saluer le partenariat qui va dans le sens de l'amélioration des performances scolaires des apprentissages, de l'environnement et de la qualité » a laissé entendre M Hamdouraby Ndiaye, directeur de l'école de Thiokéthian.

Reste à savoir si au terme de ce projet, les écoles ciblées vont concourir à l'atteinte des objectifs fixés au départ et devenir toutes des « écoles amies des enfants ».

Petite enfance : Initiation des tout-petits aux b.a.ba de la santé bucco-dentaire

Le centre de santé de Kédougou et la coordination régionale la case des tout-petits et de la petite enfance de Kédougou ont organisé en mai dernier un atelier de sensibilisation des tout-petits sur l'importance de la santé bucco-dentaire. C'est une activité financée par l'ong world vision Sénégal.



A Kédougou, la santé bucco-dentaire reste encore une préoccupation de santé publique. Au niveau du centre de santé, 25 à 30 cas de maladies liées à la santé bucco-dentaire sont enregistrés par jour

et 30% de ces patients vivent dans des zones enclavées.

Raisons suffisantes pour que l'ong vision mondiale soutienne l'organisation de cet atelier de sensibilisation des tout-petits sur l'importance de la santé bucco-dentaire. Cet atelier qui cible particulièrement les tout-petits de la maternelle municipale de Kédougou a des objectifs clairement définis.

« Il s'agit d'initier les tout-petits au brossage des dents après chaque repas, leur faire adopter progressivement des comportements exemplaires avec lesquels, ils vont

grandir » a souligné Docteur Kéba Diongue, chef de service de la santé bucco-dentaire au centre de santé de Kédougou.

Il reviendra à la charge pour dire : « Les caries signalent de réels problèmes sur le fonctionnement de la santé générale. Voir un enfant à bas âge perdre ses dents est très grave ».

Par la suite, les tout-petits sont passés à la pratique en se brossant les dents en face de leurs camarades.

Inspecteur Mamadou Thiam, le coordonnateur régional de la petite enfance et de la case des tout-petits de Kédougou et les parents d'élèves ont apprécié à sa juste valeur cette activité qui du reste doit se poursuivre à la maison et tout au long du processus de développement de l'enfant.

Foras communautaires dans les collèges de Koboye et Syllacounda

Les communautés s'engagent dans la recherche de la qualité

Le projet USAID/EPQ a organisé les vendredi 22 et samedi 23 novembre 2013 des foras de mobilisation communautaire à Koboye et Syllacounda au cours desquels, les différentes catégories sociales ont pris des engagements pour développer l'Education dans la zone.



Etape 1 forum de Koboye

Le Cem de Koboye, une solution au retard des élèves

L'implantation du collège a favorisé l'accès des élèves et des parents d'élèves au bonheur. Mais il reste encore des difficultés à résoudre pour mettre cet établissement scolaire sur les rails. Ces difficultés se résument au manque de matériels didactiques, de salles de classes construites, de blocs sanitaires, entre autres

Raisons suffisantes pour que le projet Usaid /Epq apporte à côté de l'Etat et des autres partenaires son soutien dans la résolution de certains problèmes.

« Nous allons former les professeurs et mettre à la disposition du

collège du matériel didactique. Le projet Usaid/EPQ financera trois activités prioritaires identifiées au moment de l'élaboration du PAQ (Projet d'Amélioration de la Qualité) du collège.» a précisé M Pape Ousmane Diallo, coordonnateur du projet Usaid/Epq

Ce forum qui a réuni vendredi une forte communauté de parents d'élèves de Koboye et villages environnants a permis l'identification des critères d'un collège de qualité. Pour la communauté scolaire de Koboye et villages environnants, l'obtention d'un collège de qualité répond à certaines conditions

« Il faut faciliter l'hébergement des professeurs, assurer la mobilisation communautaire autour de l'école, le suivi des élèves à la maison, disposer d'une cantine scolaire, de blocs sanitaires et surtout libérer les élèves des travaux champêtres pour débiter à temps les cours ».

C'est ainsi que les différentes catégories d'acteurs se sont retrouvées en ateliers pour lister les engagements à prendre en vue de l'obtention d'un collège de qualité

Formulation des engagements communautaires

« Ils ont promis de reboiser le collège, d'assurer régulièrement sa propreté et son ravitaillement en eau, de construire les abris provisoires en début septembre, de désherber la cour du collège et d'as-

surer le suivi régulier des élèves à la maison.

Aux côtés de la communauté et des élèves, les professeurs s'engagent également à organiser des cours de rémédiation, à mettre en place des clubs (anglais, français sciences) et à dérouler des activités au sein du foyer scolaire.

« C'est un forum qui est venu à son heure. La communauté a compris que ce collège leur appartient et les



débats ont permis d'éclaircir les points sombres. Ils ont compris que ce collège implanté à Koboye n'est pas seulement la propriété de Koboye mais à toute la communauté scolaire de Koboye et villages environnants. Les engagements pris seront respectés au grand bonheur de la communauté scolaire » a soutenu M Demba Senghor, le principal du collège de Koboye

Le collège de Koboye est parti pour se placer au peloton des collèges de qualité si toutefois les communautés respectaient tous leurs engagements.

Etape 2 forum de Syllacounda

Syllacounda est un village situé à



environ 12 km au nord de Kédougou. Le village de Syllacounda a été fondé par Alcaly Bakary Souaré originaire de Bambougou Diakha et par ailleurs frère cadet de Laminya Souaré, fondateur du village de Laminya. Quelques années plus tard, Alcaly Bakary Souaré y sera rejoint avec un Sylla, marabout originaire du Fouta mais pas pour longtemps.

C'est ce marabout qui a donné son nom à Syllacounda. Il faut dire que le déplacement d'Alcaly Bakary Souaré de sa place originelle à la place jadis habitée par le marabout toucouleur ou « place de Sylla » sera un fait historique important dans la vie de ce village.

Il donnera naissance à l'appellation Syllacounda qui signifie « place de

Sylla », une façon d'immortaliser le passage de ce marabout du fouta.

Création du collège de Syllacounda



La création du collège de Syllacounda est une réponse à une demande longtemps formulée par les parents d'élèves. Et constitue aussi une solution aux abandons scolaires.

« Beaucoup d'élèves ont abandonné l'école puisqu'ils éprouvaient beaucoup de difficultés à se déplacer jusqu'à Samécouta. Nous avons obtenu gain de cause mais il faudra créer certaines conditions pour qu'il y ait de la qualité. Il faudra penser à la construction du collège et à la clôture » a précisé Néné Gallé Seck, parente d'élève.

Elle reviendra à la charge pour ajouter « il faut assurer le suivi des élèves à la maison, la discipline, le partenariat entre les différents acteurs, et l'assiduité des enseignants. Un collège de qualité s'obtient quand les professeurs sont bien for-

més, les parents sont bien engagés pour la pérennité des actions au sein de l'établissement ».

Face à ces besoins énormes que les partenaires à eux seuls ne peuvent point satisfaire tous, les communautés ont promis de jouer leur partition pour l'atteinte des objectifs d'un collège de qualité.

Les communautés s'engagent



Pour atteindre cet objectif « de collège de qualité », les communautés de Syllacounda et villages voisins ont pris des engagements fermes.

Ils ont promis d'assurer aux élèves des fournitures scolaires, une bonne alimentation, des pièces d'Etat civil, un suivi régulier à la maison et les dispenser de certains travaux domestiques pénibles. Ils vont également travailler à réduire autant que faire se peut les cas d'abandons et promouvoir la réintégration des

élèves qui avaient abandonné l'école. Une liste des filles qui ont abandonné sera dressée dans les prochains jours et proposée au principal du collège en vue de leur éventuelle réintégration.

En dehors des cours de rééducation, les professeurs s'engagent à organiser des cours de renforcement et à encadrer les membres du gouvernement scolaire et à créer des clubs d'éducation à la vie familiale.

Illustrant leurs propos par « la pirogue » et « le pantalon de Moriba », les animateurs, Waly Sadiakhou et M Papa Ibrahima Dialy Diébakhaté ont permis aux participants de comprendre les principes du partenariat. Il s'agit entre autres du respect mutuel, de la synergie des actions et surtout de l'entente entre les différents acteurs. « **xono jamaa lèê xannwo sêê boo** » pour dire tout simplement que l'union fait la force. Osons espérer que les prières et les bénédictions des sages de Syllacounda reconnu comme village religieux accompagneront cet établissement vers l'atteinte des objectifs fixés.

Etude sur les comptes de l'Education secteur de l'enseignement moyen

Kédougou, région cobaye

Les différents acteurs de l'école se sont retrouvés ces 23 et 24 Mai 2013 en forum pour échanger autour des résultats d'une étude réalisée par le projet Usaid /Education de base sur les comptes de l'Education secteur de l'enseignement moyen. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M Mame Less Cabo, adjoint administratif du gouverneur de région.

De nos jours, la bonne gouvernance constitue une préoccupation pour les partenaires au développement. Au niveau central, l'Etat du Sénégal encourage toute initiative allant dans le sens du renforcement de la bonne gouvernance dans tous les secteurs de la vie économique.

C'est dans ce sillage que s'inscrit le projet Usaid/EDB en réalisant cette étude qui est venue à son heure. Et

le choix porté sur l'académie de Kédougou n'est point fortuit.

Kédougou est un canari dans la mine

« Kédougou est une nouvelle région qui a besoin d'investissements. Cela donne une bonne opportunité pour nous. Il faut donner une certaine visibilité et traçabilité sur les flux financiers que la région minière de Kédougou capte dans le secteur de



l'enseignement moyen. Kédougou est un canari dans la mine. L'accès à la qualité doit impérativement passer par la gouvernance. Pour cela, il faudra améliorer la transparence. C'est un plaisir de voir avec vous les implications de ces résultats.» a

laissé entendre Mme Guitèle Nicoleau, la Directrice du projet Usaid/EDB.

Ce choix porté sur la région pour une telle étude a réconforté à plus d'un titre M El hadj Ndao, l'inspecteur d'Académie et M Mame Less Cabo, adjoint administratif du gouverneur de région qui ont exhorté les participants à accorder beaucoup d'intérêt aux travaux de restitution.

Cet exercice unique au Sénégal honore le ministère de l'Education à travers l'académie de la région de Kédougou. C'est pourquoi, le directeur de l'enseignement moyen et secondaire n'a pas caché ses sentiments de réjouissance vis-à-vis de cette initiative du projet Usaid/EDB.

« Il s'agit dans le secteur de l'enseignement moyen de mesurer et d'analyser les efforts consacrés par le secteur public et privé. C'est un exercice unique pour voir un peu qui fait quoi ? L'Etat fait quoi, les entreprises font quoi dans le secteur ? Nous allons corréliser cela sur les performances scolaires. » a soutenu M Ibrahima Ndour

Il reviendra à la charge pour dire : « Les comptes de l'Education constituent un élément dans les comptes



M Ibrahima Ndour

de la nation, un compte satellite du grand compte de la Nation, un élément de comparaison au niveau mondial et sous régional pour montrer l'effort que fait le gouvernement dans le secteur de l'Education».

Il faut dire que ce forum est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté avec la mise en

place d'un cadre institutionnel, (un comité de pilotage national, formation d'une équipe nationale et une équipe technique nationale). Ensuite il y a eu le processus de mise en œuvre, la collecte et le traitement des données.

Pendant la phase de collecte des données, 554 ménages, 16 collectivités locales, 3 Ong, 2 partenaires financiers et 2 entreprises privées ont été touchés.

L'analyse des résultats a révélé que les collectivités locales ne se sentent impliquées dans la gouvernance du système qu'à certains moments précis. Il s'agit notamment des moments de dialogue et de concertation, de planification, de coordination et d'impulsion (création des collèges).

Les collectivités locales interviennent généralement dans les concours d'excellence, la création des collèges, les foras, les périodes de crise dans le système et à la rentrée scolaire.

Leurs principales préoccupations tournent autour de la construction et de l'équipement des collèges, la formation des enseignants, la reddition des comptes, le faible niveau des élèves, le maintien des filles à l'école, les violences scolaires à l'égard des filles, l'électrification des collèges entre autres ...

Que de difficultés

La collecte de ces données ne s'est pas faite sans problèmes. L'équipe a été confrontée aux dures réalités du terrain caractérisées par un accès difficile à l'information liée aux finances. Elle a constaté que la période choisie (hivernage) n'était pas favorable pour faire une bonne collecte et noté l'absence d'archivages dans les collèges.

Il faut dire que cette étude a servi de leçon aux différents acteurs. Et le forum de restitution a permis un dialogue sincère entre les différents participants. Et...

Le canari est sorti vivant de la mine

« Ce forum nous a permis de détecter les incohérences au niveau des performances, des ressources, des investissements. Nous avons remarqué que les gens n'aiment pas parler d'argent. Les échanges ont été fructueux et le canari est sorti vivant de la mine. Nous avons beaucoup appris par rapport aux outils, aux enquêtes, aux informations qui concernent les collectivités locales... » a souligné Mme Guitèle Nicoleau, la Directrice du projet Usaid/EDB.

Reste à savoir si les enseignements tirés de cette étude seront utilisés à bon escient. Les engagements pris par le Directeur de l'enseignement moyen et secondaire sont réconfortants.

Les résultats de cette étude seront exploités.

, « Ces informations n'ont de sens que si elles nous permettent de prendre les meilleures décisions. Si nous mettons, perdons beaucoup de temps et d'argent. Ces informations vont éclairer les décideurs pour une bonne prise de décision. Le ministère de l'Education s'engage à exploiter les résultats et à améliorer les outils. Pouvoir les utiliser dans les autres régions du pays » a rassuré M Ndour, le Directeur de l'enseignement moyen et secondaire.

La corrélation entre ressources et résultats, la mise en place d'un cadre de concertation entre les structures et les collectivités locales et l'accentuation sur la communication constituent entre autres recommandations fortes formulées à la fin de cette rencontre.

Adama Diaby

Lancement du projet de soutien contre l'abandon scolaire des jeunes filles au collège 1 de Kédougou commune

L'APECEK s'engage sur le terrain de la communication pour le changement de comportements.

A Kédougou, l'éducation des filles reste encore compromise par différents facteurs dont le niveau de pauvreté de certaines familles et les mauvaises pratiques culturelles (mariages précoces). Cette situation est souvent à l'origine de cas de grossesses précoces constatées chez bon nombre de filles qui finissent par abandonner l'école.

C'est dans ce cadre que l'Association pour la Promotion de l'Education la Culture et les Echanges avec Kédougou (APECEK) a décroché un projet de soutien contre l'abandon scolaire des jeunes filles au collège 1 de Kédougou commune.

Une étude réalisée par Enda Graf, bras technique d'APECEK pour apprécier le phénomène d'abandon scolaire des filles dans le collège 1 de Kédougou commune a révélé les résultats suivants :

« De 2010 à 2012 ,234 filles sur 323 apprenantes étaient concernées par le phénomène d'abandon scolaire des filles soit 72.5% .Les principales causes d'abandon scolaire des filles sont les mariages précoces 35,8% ,les grossesses(31,7%,la pauvreté des parents(15,5%) et les travaux domestiques(3,9%) .Les filles des quartiers Dinguessou (17,3%), Mosquée (17,3%) et Dalaba (12,2%) sont les plus affectées. Sur 323 apprenantes, 187 risquent d'abandonner le collège soit 57,9%. »

Les principales solutions préconisées par les enquêtées portent sur la sensibilisation des élèves, des parents d'élèves et de la communauté, le soutien aux parents, l'organisation de cours de renforcement, la lutte contre les mariages et grossesses précoces, l'allègement des travaux domestiques.

Pour exécuter cet important projet, APECEK /France a porté son choix sur un comité de pilotage local composé des membres d'APECEK Kédougou, des professeurs du collège 1 de Kédougou commune et des représentants de la communauté issus des quartiers de provenance des filles ciblées.

Un atelier de partage

Dans le souci de favoriser une bonne appropriation de ce projet par les différents acteurs, APECEK Kédougou a mobilisé l'ensemble des membres du comité de pilotage dans un atelier de partage. Cela a permis à chaque participant d'avoir des informations sur les points saillants du projet.

« Le projet va soutenir 20 jeunes filles (10 qui ont déjà abandonné l'école et 10 qui risquent d'abandonner). Ce soutien se matérialisera par des cours de soutien et des

bourses aux bénéficiaires. Les 10 filles qui sont hors du système seront encadrées et réintégrées dans le système ou orientées vers des filières qu'elles voudraient suivre (couture, hôtellerie, coiffure...) » a précisé M Mamoudou Oumar Guèye, inspecteur de l'Education par ailleurs président de l'APECEK Kédougou.



Les participants ont saisi cette occasion pour magnifier à sa juste valeur cette initiative de l'APECEK.

« Nous saluons APECEK qui fournit de gros efforts pour développer l'Education dans la région de Kédougou. Nous accueillons ce projet à bras ouverts. Nous allons soutenir ce projet et encourager les élèves qui voudront étudier » a laissé entendre M Diéry Dembélé le délégué du quartier Mosquée.

Une large fenêtre a été ouverte sur certains comportements qui handicapent la scolarisation des filles dans la commune de Kédougou en particulier.

Le manque d'éducation de base

A Kédougou, beaucoup de parents d'élèves ne reconnaissent plus leurs enfants à travers les comportements qu'ils adoptent.« Les fils des riches ne sont jamais gâtés. Nous les pauvres, nos enfants sont souvent gâtés. Il y a manque d'éducation de base chez nous les pauvres » a précisé M Dembélé.

La pauvreté crée souvent un fossé entre les membres d'une même famille. Il n'y a plus de communication entre père et fils ,mère et fille. Les enfants sont laissés à eux-mêmes.

Le déficit de communication entre parents et enfants

Il y a une certaine fuite de responsabilités de certains parents qui n'ont plus le temps de contrôler ce que font leurs enfants.

« . L'entourage aussi a un rôle à jouer dans le sens de la conscientisation des filles. Autrefois l'éducation de la fille était dévolue à chaque membre de la communauté, maintenant la société est devenue individualiste, personne n'ose dire mot à l'enfant d'autrui. Nous devons

retourner à nos valeurs traditionnelles et religieuses. » a plaidé Mme Bintou Founé Danfakha.

L'action des médias anéantit une bonne partie des efforts consentis par les parents dans l'éducation des enfants qui n'ont de références que les acteurs des films vus à la télé ou vantés dans la rue.

L'influence des médias

« C'est grave, les enfants ne cachent plus leurs corps parce qu'ils copient tout sur la télé. Certaines jeunes filles s'habillent correctement en sortant de chez leurs parents. Une fois dans la rue, elles sont nues. Nous devons agir contre ces téléfilms qui modifient les com-

portements de nos enfants. L'Etat doit nous soutenir dans ce combat pour faire respecter cette réglementation selon nos religions » a préconisé M Mahmoud Diallo, religieux.

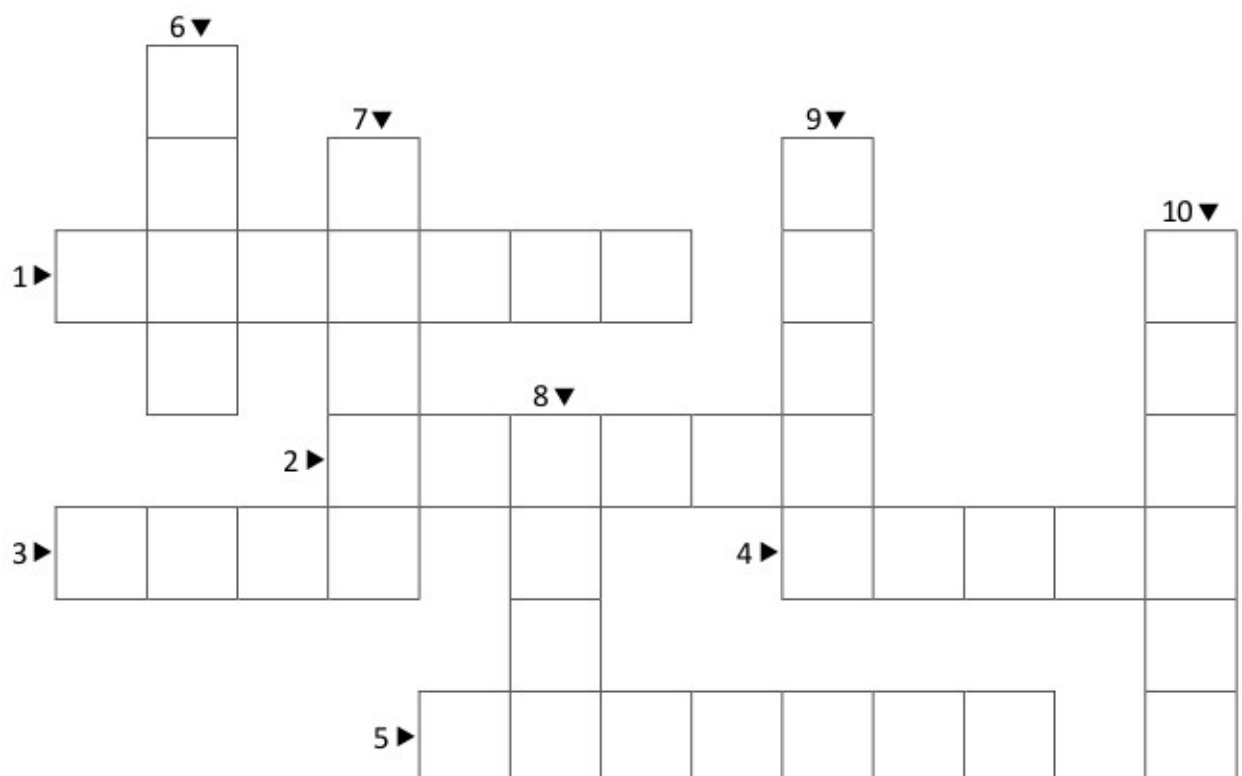
Dans sa mise en œuvre ce projet de soutien contre l'abandon scolaire des jeunes filles au collège 1 de Kédougou commune va s'attaquer à tous ces problèmes évoqués à travers des activités de communication pour le changement de comportements .il appartiendra à tous les acteurs de s'impliquer activement dans la résolution des différents problèmes soulevés.

Adama Diaby

Divertissement:

Place les mots dans la grille. Observe bien les images et les numéros.

BATEAU – DOMINOS – LAVABO – MARTEAU – MOTO
ROBOT – SEAU – STYLO – TAUPE – VELO



Fiche d'engagements communautaires



Initiative World Vision/IEF/Action sociale

Seydou Diallo Pélel Kindessa

« Nous prenons acte des connaissances acquises ici, nous ferons de telle sorte que les droits des handicapés soient dorénavant respectés. Les handicapés sont une créature divine comme toutes les autres personnes valides. Nous devons les respecter et les aider à jouir de tous les droits. Nous allons sensibiliser les communautés afin que chacun sache que toute créature humaine a le droit d'étudier.

Autrefois nous n'avions aucune considération pour les handicapés, nous pensions qu'ils étaient des personnes à part. Les non-voyants et les handicapés moteurs étaient mis à l'écart. Ils n'avaient aucun droit dans la société. Nous allons essayer de changer les mentalités dans nos villages respectifs. »



Initiative World Vision/IEF/Action sociale

Goundo Diaouné Niéméniké

Nous sommes venus pour discuter des problèmes de l'Education des enfants et de son importance. Nous avons tous intérêt à ce que les enfants puissent aller à l'école. Nous n'avions pas eu la chance d'aller à l'école. Mais si nos enfants étudient ce serait très utile pour nous parents analphabètes. Nous sommes en retard puisque nous n'avions pas été scolarisés. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas faire certaines choses que nous voulons (naviguer sur internet, parler et écrire le français).

Cette formation est très importante car nous avons appris qu'il faut soutenir les handicapés en leur trouvant des pièces d'Etat civil et en assurant leur scolarisation. Il existe des écoles pour prendre en charge ces enfants handicapés. »



Initiative World Vision/IEF/Action sociale

Fily Camara Baraboye

« Autrefois, les handicapés étaient laissés en rade, maintenant, nous avons reçu des connaissances qui nous permettront désormais de bien prendre en charge les handicapés.

Nous pensions qu'un aveugle, un sourd, un handicapé moteur ou un muet n'avaient pas le droit d'apprendre. Nous avons compris maintenant que tous ces handicapés doivent apprendre comme toute autre personne valide.

Tous les hommes sont égaux. Chacun doit jouer sa partition dans le développement de la nation. L'Etat et l'ong world vision ont pris l'engagement de nous soutenir dans la prise en charge des handicapés pour leur permettre de connaître quelque chose. »



Initiative World Vision/IEF/Action sociale

Dembo Diaby, Syllacounda

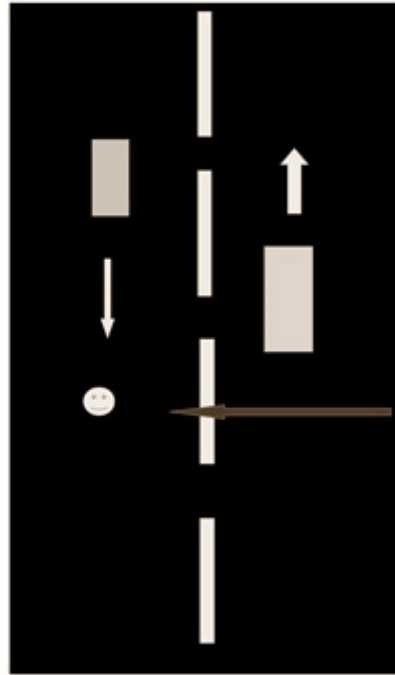
« Nous sommes maintenant éveillés. Nous allons désormais amener nos enfants à l'école. S'il y a des besoins que nous n'arrivons pas à satisfaire pour les enfants handicapés nous allons les soumettre aux autorités compétentes. Chez nous à Syllacounda, une semaine après la naissance de l'enfant, son nom est inscrit dans le cahier de village. Toutes ces naissances sont par la suite retranscrites dans le registre d'Etat civil à la sous-préfecture de Bandafassi. Nous invitons tous les parents à agir de la sorte pour éliminer les audiences foraines. C'est intolérable de laisser son enfant sans pièces d'Etat civil. »

La route fait encore un mort, l'école perd...

Sur la RN7, un véhicule L200 a mortellement fauché une jeune élève de 8ans au quartier Gomba de Kédougou. L'école sénégalaise perd encore une élève dans des circonstances inadmissibles.

En quittant l'école aux environs de 13 h ce mardi, la jeune Oumou Khaïry Danfakha, élève du Ce1 B à l'école El hadj Omar Aïdara ne savait pas qu'elle ne reverrait plus ses camarades de classe et son maître.

A la fin des cours, sur le chemin du retour, à hauteur du domicile de ses parents Oumou a essayé de traverser la chaussée juste après le passage d'un camion qui roulait en sens inverse. La jeune fille s'est lancée sur cette chaussée sans imaginer qu'un autre véhicule roulait en toute vitesse dans l'autre sens. Cette situation a conduit à l'irréparable .Oumou a été mortellement fauchée par un véhicule L200 appartenant à un grand commerçant du marché central de Kédougou. Le choc a été si brutal que la jeune Oumou est morte sur le coup. Les témoins de cette scène atroce n'en revenaient pas. Aussitôt alertés, les parents de la victime, sous le choc de cette nouvelle surprenante n'avaient que des larmes à verser pour se consoler.



Selon les témoins, après cet accident, le chauffeur lui-même se serait rendu à la gendarmerie pour faire part de ce qui s'est passé. Le constat a été fait, le chauffeur mis aux arrêts.

L'enquête suit son cours. Le corps sans vie de la victime a été déposé à la morgue du centre de santé de Kédougou. L'inhumation est prévue ce mercredi 11 Décembre 2013 au cimetière musulman de Kédougou.

Il faut dire que cette année, c'est le deuxième accident du genre qui met un terme à la vie de jeunes élèves. La jeune Kadidia Diakhité âgée de 12 ans a été mortellement fauchée au mois d'octobre dans des circonstances quasi-similaires par un gros porteur.

En l'espace de 3mois voila, que l'école sénégalaise a perdu dans des conditions insupportables et intolérables deux de ses enfants. Reste à savoir si, nous éducateurs jouons pleinement notre rôle dans l'Education civique des citoyens de demain. Il est donc temps inviter les enseignants à donner beaucoup plus de place à l'éducation routière dans les enseignements /apprentissage. Aux chauffeurs, il faudrait les inciter à respecter certains principes fondamentaux (politesse au volant, respect du code de la route, limitation de vitesse, lucidité, maîtrise du véhicule et beaucoup plus de concentration ...).

Adama Diaby

Solutions:

